

« Ma mère croyait que c'était pour le fun. Ça n'a rien de fun d'être accro au crack » (1/4)



Corneille, 37 ans, se prépare un caillou de crack. À Lille, depuis cinq ans, la consommation de cette drogue dérivée de la cocaïne a fortement progressé. PHOTOS BAZIZ CHIBANE

Le crack, un stupéfiant dérivé de la cocaïne, est de plus en plus présent à Lille. Dans une enquête en quatre volets, La Voix du Nord dresse le portrait d'une ville où le nombre d'usagers de crack a explosé en cinq ans. Premier volet, les consommateurs.

Lille, à deux pas du métro porte de Valenciennes. Une rue sans âme, deux femmes se sont installées à l'écart, petit coin d'herbe, partie commune d'un bâtiment. Cynthia (1), à peine majeure, regard d'enfant, pipe à crack chargée de drogue, se tortille en attendant le briquet d'Amélie, qui se prépare un caillou de crack dans une cuillère à café qu'elle fait chauffer avec la flamme du briquet.

Amélie a 39 ans, visage osseux, regards doux, bras faméliques et des mains sales qui fouillent dans un grand sac à main, bazar organisé. Un téléphone cassé, des papiers, des produits d'hygiène, et puis, elle énumère, comme un inventaire : « Mes pipes à crack, mon petit flacon d'ammoniaque (utilisé pour la préparation du crack), ma petite boîte où je mets ma "marron" (héroïne), celle où je mets ma coke. » Des années de consommation ont forgé une organisation pratique ; l'ordre rassure dans le chaos du quotidien. Avant, c'était plus simple.

LA PREMIÈRE FOIS

Avant le crack, avant la rue, Amélie était infirmière, dans le Douaisis. Et puis un jour, la police est venue : Amélie vendait de la drogue au sein même de l'hôpital. Son autre vie, la plus sombre, venait ce jour-là de la dévorer. La toute première fois qu'elle a tiré sur une pipe à crack, c'était au début des années 2000. Elle le dit avec le même

sourire, la même fierté douloureuse des vétérans de guerre. « La cocaïne, c'était il y a plus de vingt ans. Ça devait être pendant une soirée entre amis, en sniff au début... » Elle tient sa pipe, réclame le briquet à Cynthia, poursuit : « Et puis après, on voit les gens "baser" (préparer le crack). (le ton décrit une descente) Et puis on goûte, quelques tafs, sur de l'alu. Après on passe aux pipes en verre, et puis après, voilà... C'est comme ça tout le temps maintenant. »

“ Et puis après, on voit les gens « baser ». Et puis on goûte, quelques tafs, sur de l'alu. Après on passe aux pipes en verre, et puis après, voilà... C'est comme ça tout le temps maintenant. ”

Cynthia écoute d'une oreille. Elle a déjà tiré sur sa pipe à crack, comme on a mangé le dernier bonbon du paquet. Elle a commencé la cocaïne vers 14-15 ans. Cynthia a le visage d'une ado, parle comme un enfant : « La première fois que j'ai fumé (du crack), ça m'a fait un de ces trucs !... » Elle cherche ses mots, demande à Amélie. « Tu vois Amélie ? » « Bah oui, je vois (ton blasé), c'est comme tout le monde. C'est le flash. C'est la première fois que tu prends en base (en fumée). C'est une sensation que tu cherches à ressentir tout le temps, mais que t'arriveras plus jamais à retrouver. Le crack : prends pas. Faut pas prendre. »

ERRANCE, MENDICITÉ, GÈNE

Amélie penche la tête en arrière pour que le caillou reste bien en place dans la pipe, le briquet craque, les sourcils se froncent, des crevasses se forment sur son front. Le plaisir, mais, étrangement, le masque de la souffrance.

La première fois pour Adrien, 19 ans, cheveux décoiffés, jogging sale, à la rue, c'était après une nuit à avaler de l'ecstasy, la « drogue de la fête ». « La descente était un peu dure, une amie m'a proposé de prendre "un truc". C'était de l'héroïne. Le crack, c'est venu après. » La « blanche » et la « marron » rythment ses journées depuis deux ans. Une fatigue lourde, celle que la rue vous inflige, donne à son regard la mélancolie de ceux qui n'attendent plus rien.



PAR SAMI CHEBAH
schebah@lavoixdunord.fr



Produit, effets, addiction : le crack c'est quoi ?

LE crack ou « cocaïne basée » est une forme de cocaïne qui se fume. Mélangée à de l'ammoniaque ou du bicarbonate de soude, la cocaïne chauffée est transformée en cristaux blancs ou « caillou » : c'est le crack.

Le crack fumé atteint plus rapidement le cerveau que la cocaïne en sniff. Les consommateurs décrivent « une montée fulgurante » mais courte, une quinzaine de minutes. À ce « rush » euphorique succède une « descente », un état désagréable mêlant sentiment d'angoisse et de déprime. « Après avoir consommé, je suis hystérique et malheureux », décrit Corneille, fumeur. La descente incite certains usagers à adopter des comportements compulsifs, une envie irrésistible et quasi immédiate de consommer à nouveau. On parle d'effet « craving ».

ACCRO DÈS LA PREMIÈRE PRISE ?

« Fumer le crack a des effets délétères sur les poumons, avec des hémorragies au niveau des alvéoles pulmonaires », détaille Élisabeth Avril, médecin et référence sur le sujet, directrice générale de Gaia Paris, association qui gère l'une des deux seules

salles de consommation à moindre risque en France.

Certains consommateurs, les plus précaires, se disent « malades », « accros », avec le sentiment d'être incapables de se sevrer seuls. « Mais c'est faux de dire qu'on va être accro dès la première prise. C'est l'un des grands mythes autour du crack. Dans l'addiction, il y a le produit bien sûr, mais il y a surtout le reste qui fait la différence : personnalité, problèmes de santé, vécu, situation sociale antérieure, appuis familiaux, etc. », éclaire le docteur Avril.

À la différence de l'héroïne, il n'existe pas de produit de substitution au crack. Le sevrage est d'autant plus pénible est long. ■



PHOTOS BAZIZ CHIBANE

On le rencontre une première fois du côté du parc Lebas, près de la mairie de Lille. Un dimanche, on le croise au marché de Wazemmes. Quelqu'un lui a volé ses chaussures pendant la nuit. Alors il mendie, en chaussettes, à la terrasse des cafés, pour s'acheter une paire. Il aimerait arrêter le crack. Mais, « c'est dur en vrai... »

C'est dur aussi pour Estelle, la vingtaine, rencontrée dans le quartier Moulins. Elle devait être jolie, mais la drogue a rongé son visage, piqueté de cloques rouges qu'elle n'explique pas. Les médecins disent que ces cicatrices sont courantes, que les gros consommateurs souffrent d'hallucinations sensorielles, se grattent jusqu'au sang. Estelle décrit un quotidien d'errance, de mendicité, de gêne aussi. C'est aussi cela la dureté de la rue : le regard des autres, celui qui vous rappelle chaque jour que vous n'êtes « rien ».

150 EUROS DE DROGUE PAR JOUR

Raphaëlle, quadra originaire de Roubaix, dans la drogue depuis quinze ans : « Je prenais de la "C." (cocaïne) et puis un jour j'ai découvert le crack, chez des amis. Le pire, c'est que je passais juste recharger mon téléphone. Ce jour-là, j'ai fumé toute la nuit. » Même mélancolie dans le regard, mais petite lueur cette fois, flamme fragile : « Je me dis que quand j'aurai un appart, j'arrêterai le crack, je pourrai récupérer mes filles. C'est dur, mais je peux y arriver. Tu sais, j'ai une

amie qui avait mis un peu de cocaïne dans un flacon en pendentif. » La drogue toujours sur elle, comme un grigri, sans la consommer. « Elle la touchait quand c'était dur. Je vais faire pareil... Quand j'étais enceinte, j'ai réussi à limiter ma conso à dix cigarettes par jour, alors pourquoi pas ? »

Silence. Elle reprend : « Les gens ont une mauvaise image des consommateurs, mais on n'est pas des monstres ni des voleurs. On est

« Après il y a d'autres solutions. La prostitution... Ça peut arriver. Quand vraiment j'ai pas le choix. Faut les payer les 60 € le gramme. »



juste malades... »

Léa, assise à faire la manche grand-place, la trentaine : « Ça fait huit ans que je prends du crack, et ça fait seulement un an que ma mère a compris que j'étais malade. Avant ? Avant elle pensait que je fumais – elle mime des guillemets dans les airs – "pour le fun". Ça n'a rien de "fun" d'être accro au crack. »

« AU PIRE JE FAIS LES POUBELLES »

On retrouve Amélie et la petite Cynthia. Amélie brûle près de 3 grammes de cocaïne quotidiennement, soit 150 euros de drogue par jour. « Trois grammes, c'est beaucoup, oui. Et c'est sans compter l'alcool et les cigarettes. » Elle n'a pas parlé de nourriture. « La bouffe c'est secondaire, balaie Corneille, trentenaire, de Lille. Au mieux je fais les maraudes (les invendus des fins de marchés), au pire je fais les poubelles. »

Pour s'en sortir, « on doit se débrouiller pour trouver l'argent, poursuit Amélie. Il y a plein de façons hein... Mais c'est pas évident. Il y a la manche. Mais avec le paiement sans-contact, les gens ont moins de monnaie. » Elle marque une hésitation. « Après il y a d'autres solutions. La prostitution... Ça peut arriver. Quand vraiment j'ai pas le choix. Faut les payer les 60 € le gramme. Les hommes qui prennent du crack nous disent qu'on a de la chance. » La petite intervient : « C'est vrai qu'on a de la chance, on peut se prostituer nous. » ■

1. Tous les prénoms ont été modifiés.

« Un dimanche, on croise Adrien au marché de Wazemmes. Quelqu'un lui a volé ses chaussures pendant la nuit. Alors il mendie, en chaussettes, à la terrasse des cafés, pour s'acheter une paire. »



ILS FUMENT LE CRACK CHEZ EUX



Les usagers de crack dans la rue, les plus précaires, sont la partie visible du phénomène. Comme Corneille, il existe des consommateurs, plus ou moins insérés socialement, famille, travail, qui fument du crack chez eux, à l'abri des regards. Une population qu'il est très difficile d'évaluer.

À 37 ans, Corneille se drogue depuis sa majorité, il fume du crack « de manière irrégulière ». Il est au RSA. « Je paie d'abord mon loyer, mes charges, etc. Et avec ce qui me reste, je m'achète héroïne, cocaïne, alcool. Je n'irai jamais faire la manche ou voler. Je me suis fixé une règle, quand j'ai plus d'argent, j'arrête. Le crack, je ne suis pas accro, revendique-t-il. Fumer, c'est un kiff ! Mais en vrai ça me rend hystérique et malheureux, et je me dis à quoi bon ? »

1. Tous les prénoms ont été modifiés.

INTERVIEWS, DÉCRYPTAGE...
DÉCOUVREZ LA VIDÉO DE NOTRE
ENQUÊTE EN FLASHANT CE QR CODE.





CONSOMMATION
DE CRACK À LILLE

Depuis cinq ans, une explosion silencieuse (2/4)

Les consommateurs lillois fabriquent leur crack eux-mêmes.

Le crack, un stupéfiant dérivé de la cocaïne, est de plus en plus présent à Lille.

Dans une enquête en quatre volets, La Voix du Nord dresse le portrait d'une ville où le nombre d'usagers de crack a explosé en cinq ans.

Deuxième volet : le constat.

PAR SAMI CHEBAH
schebah@lavoixdunord.fr



Le crack est à Lille. Depuis la fin des années 80. Le phénomène a pris des proportions inquiétantes depuis 2015. Johan, la trentaine, usager de drogue lillois : « Avant, on n'en parlait pas tellement du crack. Aujourd'hui, avec les gens avec qui je traîne, on en parle de plus en plus. »

Karlheinz Cerny, directeur du soin ambulatoire auprès de la Sauvegarde du Nord, expert depuis près de vingt ans dans la prévention des drogues : « On peut trouver les usagers de crack partout à Lille. Même s'il y a des quartiers plus concernés, parce que le produit est plus accessible. »

« On a clairement vu une explosion de la consommation », a constaté, sur le terrain, Arnaud Lexa, éducateur spécialisé auprès de la Coordination mobile d'accueil et d'orientation (SAMU social). « Depuis 2015, c'est devenu exponentiel, s'inquiète Djelloul Chenoufi, éducateur de rue d'une équipe mobile pour l'ABEJ (1). Chaque semaine, c'est un ou deux nouveaux consommateurs de crack dans les rues de Lille, des per-

sonnes que je n'avais jamais vues avant, qui viennent parfois d'autres régions parce qu'ici, la drogue n'est pas chère et très disponible. »

« La visibilité plus importante du crack donne peut-être l'idée d'une explosion, mais le terme est exagéré pour moi. En revanche, il y a eu une augmentation de la consommation, c'est évident », relève Brandon Dutilleul, coordinateur Hauts-de-France du dispositif TREND (2).

« Chaque semaine, c'est un ou deux nouveaux consommateurs de crack dans les rues de Lille, des personnes que je n'avais jamais vues avant... »

Au-delà des constats, il existe un moyen de mesurer l'augmentation de la consommation de crack à Lille. Dans une étude sur l'évolution de l'usage de stupéfiants dans l'espace public dans Lille intra-muros – document qui n'a pas encore été rendu public –, l'INSERM (3) a recensé le nombre de pipes à crack distribuées par les six centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues de Lille. Ces CAARUD mettent du matériel de consommation stérile à disposition des usa-

gers, dans le but de limiter la transmission de maladies. En 2015, 6 200 pipes à crack avaient été fournies aux consommateurs. En 2020, les mêmes CAARUD lillois en ont distribué 40 000.

Selon nos informations, ces relevés reflètent une partie de la réalité. D'abord parce que certains CAARUD rationnent la distribution des pipes à crack (deux par personne et par semaine par exemple). Et puis, « sur le terrain, on a remarqué que des consommateurs utilisent ces pipes pour fumer, pas seulement du crack, mais aussi de l'héroïne », note Arnaud Lexa. La très grande majorité des consommateurs que La Voix du Nord a rencontrés consommaient du crack et de l'héroïne. L'héroïne est parfois utilisée pour atténuer les effets de la « descente » liée au crack.

Autres données, connexes : en février, la Direction régionale des douanes de Lille a dévoilé les chiffres des saisies de cocaïne dans le Nord, un stupéfiant qui sert, notamment mais pas seulement, à la fabrication du crack. Entre 2020 et 2021, les saisies ont bondi de 632 %. ■

1. ABEJ : Association baptiste pour l'entraide et la jeunesse.
2. TREND : Tendances récentes et nouvelles drogues, un rapport annuel piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives et l'association CedrAgir.
3. INSERM : Institut national de la santé et de la recherche médicale.



Point de deal sur une voie en descente qui mène à un parking sous-terrain condamné, à Lille.

Sur un point de deal lillois... une **file** d'attente

C'EST une voie en descente qui mène à un parking sous-terrain condamné. Un lieu sombre et crasseux, où traînent des sacs-poubelle éventrés. C'est là qu'une dizaine de consommateurs de crack ou d'héroïne, sac sur le dos parfois, visages abîmés souvent, forment une petite file d'attente pour acheter la « blanche » ou la « marron », héroïne ou cocaïne.

« On voit souvent des gens faire la queue sur les gros fours (points de deal) », témoigne un usager, corroborant nos informations. Le dealer est là, un gars pas très costaud, mal coiffé, stressé : la police tourne au même moment dans le quartier, alors il impose, autoritaire, à tous les clients de se taire et d'attendre. Personne ne doit bouger d'ici.

Dans cet espace interlope, comme hors de la vraie vie, un usager de drogue pose son sac de rando élimé pour s'asseoir, une femme allume sa pipe à crack, un jeune demande s'il peut tirer une bouffée. Les minutes passent. Le dealer monte, redescend : la police est toujours là. Un consommateur, la quarantaine, excédé, voix forte : « C'est

bon, file-moi ce que je veux et je me casse ! Je prends 4 000 euros de cocaïne chaque mois ici, moi ! » Le dealer le toise : « T'as cru qu't'étais VIP ou quoi ? Personne ne bouge d'ici. »

LA POLICE VEUT « HARCELER » LES POINTS DE DEAL

« La priorité, c'est le démantèlement des points de deal par une action récurrente et déterminée qui mobilise les forces de l'ordre tous les jours », défend Richard Smith, directeur de cabinet du préfet du Nord.

Un « harcèlement des points de deal », revendiqué par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur. « En 2022, à ce stade de l'année (septembre), on a réalisé 870 opérations de harcèlement et de démantèlement, dont 450 sur la seule circonscription de Lille, dont 269 interpellations sur ce même secteur », détaille Richard Smith.

Pour le directeur de cabinet, « 30 % des points de deal à Lille ont été démantelés depuis le début de l'année. Il en reste encore 70 % c'est vrai, mais le travail paie. Et cette action va encore se renforcer. » ■

S. CH.

À Lille, pas de **rassemblements** comme à Paris

« **A**ucun phénomène de trafic de crack en tant que tel n'a été identifié par les services de police ou de gendarmerie dans le département. Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de consommateurs, mais il n'y a pas d'explosion, ni d'organisation. »

Pour la préfecture du Nord, Lille n'est « pas du tout » concernée par le trafic de crack. Richard Smith, directeur de cabinet du préfet du Nord, a raison. On ne trouve quasiment aucun vendeur de cailloux de crack à Lille. Parce qu'à Lille, ce sont les consommateurs qui préparent le crack eux-mêmes. Cette particularité est essentielle dans la compréhension du phénomène lillois.

CONSOMMATION DIFFUSE...

À Paris, le fléau du crack fait régulièrement les titres des journaux. Porte de la Villette, ce sont entre 400 et 500 consommateurs qui se rassemblaient... autour des points de deal de crack. Lille n'a pas de points de rassemblement d'usagers comme à Paris. Parce que les consommateurs lillois « cuisinent » le crack eux-mêmes, parce qu'il n'existe pas un, mais plusieurs points de deal (1), la consommation est diffuse.

Les consommateurs lillois fument le crack « dans tous les quartiers » disent les professionnels de la prévention et les éducateurs de rue, ce que notre enquête sur le terrain a confirmé. À domicile pour les mieux insérés, dans les halls d'immeuble, dans les stations de métro, sous les ponts, dans la rue ou dans les



S'il n'y a pas à Lille de gros rassemblement de consommateurs, un point inquiète cependant et il est l'objet de toutes les attentions : la zone de la friche Saint-Sauveur, côté porte de Valenciennes.

parkings sous-terrain privés ou publics, comme à Lille-Europe ou au Nouveau-Siècle.

ET DURE À ÉVALUER

Un point de consommation inquiète cependant et il est l'objet de toutes les attentions : la zone de la friche Saint-Sauveur, non pas côté Lebas, branché et culturel, mais côté porte de Valenciennes. Ce squat à ciel ouvert, campement de fortune, réunit tous les ingrédients d'une bombe à retardement, un cocktail explosif de drogues, précarité, prostitution.

D'après un travailleur social,

« une quarantaine de personnes, dont des migrants, occupent cette zone. Puis viennent s'agglomérer une centaine de personnes », qui y passent régulièrement, par militantisme, détresse ou opportunisme, pour profiter de la situation des plus fragiles.

Les associations de prévention et éducateurs de rue ont de plus en plus de mal à pénétrer dans ce campement. La consommation de crack y est présente, dans des proportions qu'il est difficile d'évaluer. ■ S. CH.

1. En 2020, Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, estimait à cinquante leur nombre sur la seule commune de Lille.



LILLE, CAPITALE DU DEAL

C'est presque un miracle que Lille n'ait pas été atteinte plus rapidement par le crack. La ville est considérée comme l'une des « capitales françaises du deal ».

Sa situation géographique, sur la route des drogues, proche de la Belgique, des Pays-Bas et des grands ports européens comme Rotterdam ou Anvers, facilite les trafics, influence la qualité et le prix des produits.

Un gramme de cocaïne (qui sert à la fabrication du crack) est vendu en moyenne 80 euros à Lyon ou Bordeaux ; à Lille il est « bradé » à 60 euros, voire 50 euros selon la qualité.

Le gramme à 40 euros a même déjà été observé. Pour certains professionnels, ce rapport qualité/prix/disponibilité alimente un « narcotourisme » à l'échelle de la région, voire du pays.

INTERVIEWS, DÉCRYPTAGE...
DÉCOUVREZ LA VIDÉO DE NOTRE
ENQUÊTE EN FLASHANT CE QR CODE.



● **La consommation de crack à Lille en 4 volets**
Après notre premier volet sur « les consommateurs », paru hier, et celui d'aujourd'hui, retrouvez demain « le ras-le-bol des riverains » et jeudi « la prévention et la salle de consommation à moindre risque, que les professionnels de la prévention et les élus lillois réclament depuis plusieurs années ».

LE RAS-LE-BOL DES RIVERAINS DE FUMEURS DE CRACK

« Aucun enfant ne devrait être exposé à ça » (3/4)

Le crack, un stupéfiant dérivé de la cocaïne, est de plus en plus présent à Lille. Dans une enquête en quatre volets, *La Voix du Nord* dresse le portrait d'une ville, victime d'un « narcotourisme » à l'échelle de la région, où le nombre d'usagers de crack a explosé en cinq ans. Aujourd'hui, troisième volet : le ras-le-bol des riverains.

PAR SAMI CHEBAH
schebah@lavoixdunord.fr



Un jeune consommateur de crack. En face, des enfants d'une école située à 20 m.

Confrontés chaque jour au phénomène du crack, de nombreux habitants vivent mal les scènes de consommation de drogue dans les rues de Lille et les nuisances qui les entourent. Pour *La Voix du Nord*, Vincent, Léa, ou encore Nadira, partagent leur désarroi, leur impuissance, leur colère aussi.

Nous sommes en juin, vers 1 h du matin, dans le Grand Carré de l'hôtel de ville de Lille, le dernier conseil municipal avant l'été touche à sa fin. Joe Dabit, élue écologiste EELV (1), intervient. Elle est, ce soir-là, la porte-parole de riverains qui ne supportent plus les scènes de consommation de crack : « On se retrouve avec des situations catastrophiques : mendicité extrêmement agressive (verbale et physique), des vols à l'arraché sur des terrasses de cafés, des consommateurs de crack à tous les coins de rue qui ne se cachent même plus pour prendre leur produit (...) »

Une situation que Samuel, quadra qui vit à Lille-Moulins, connaît bien : « Avant, je n'y prêtais pas attention, aujourd'hui, je reconnais (les fumeurs de crack) au premier regard. Je vois de la détresse, ça me fait de la peine, mais ça donne une image terrible du quartier, une ambiance déprimante et sale. Ici, c'est un beau village. Je n'ai pas envie que mon

quotidien devienne ça. Des fois, je sature. Sans compter les vols dans les voitures. » Dont Samuel, comme d'autres, est convaincu qu'ils sont liés au crack, des usagers qui cherchent de l'argent pour s'acheter une dose, même si rien ne lui permet d'établir un lien formel.

LES « TOXICOS » SONNENT PARFOIS À 23 H

Depuis qu'elle est en télétravail, Léa, maman trentenaire qui vit dans le quartier des Bois-Blancs, observe depuis sa fenêtre « les allées et venues incessantes des fumeurs de crack ». Une douzaine de consommateurs. « Ce qui m'a le plus choquée, c'est cette toxicomane qui vient souvent avec sa petite fille qui doit avoir, je sais pas, cinq ans ? » Dans la résidence toute proche, les habitants n'en peuvent plus des usagers qui squattent les parkings en sous-sol pour tirer sur leur pipe à crack.

Dans une rue chic de Saint-Maurice-Pellevoisin, les consommateurs sonnent chez les habitants pour mendier : « Le problème, c'est qu'ils sont déphasés, et viennent sonner à 23 h parfois. Et quand tu as trois enfants qui dorment, c'est pas top », se lasse un riverain. Vincent, qui vit près du parc Lebas, près de

la mairie, a vécu cette scène un jour : « Je suis dans ma voiture et une "crackeuse" vient taper à la vitre. Elle m'a proposé une fellation pour dix euros. Comme ça. Je n'en revenais pas... » Choquée, Nadira, face au parc Lebas, l'est aussi quand elle voit les clients de son

“ On se retrouve avec des situations catastrophiques : mendicité extrêmement agressive, des vols à l'arraché sur des terrasses de cafés, des consommateurs de crack à tous les coins de rue... ”

JOE DABIT, ÉLUE ÉCOLOGISTE



restaurant se faire voler, directement au distributeur de billets situé juste à côté. « Des toxicomanes qui se jettent sur l'argent quand les billets sortent et partent en courant. J'en ai vu qui volaient des cuisses de poulet dans l'assiette de mes clients. »

La jeune femme demande systématiquement aux consommateurs, venus faire la manche, de s'éloigner de sa terrasse. « Le problème, c'est que certains toxicomanes me menacent. J'habite le quartier, alors des fois je suis obligée de me faire raccompagner le soir, par sécurité. »

« NULLE PART OÙ ALLER »

Place Philippe-Lebon, dans le centre, ce sont les restaurateurs qui saturent des buveurs de bière et des fumeurs de crack qui squattent, entre violence, « mendicité agressive » et « vol dans les assiettes » des clients là aussi.

La cohabitation peut être encore plus compliquée quand les consommateurs de crack côtoient les enfants. Des parents d'élèves, comme des enseignants, ont manifesté leur ras-le-bol de voir des fumeurs de crack s'installer par habitude à 20 mètres de leur école maternelle.

« Une nuisance **psychologique** dont personne ne parle »

Il se définit comme un militant de « la droite écologiste ». Conseiller de quartier à Moulins, Brice Lauret a vu le phénomène du crack s'amplifier à Lille. Pour lui, la récurrence des nuisances liées à la consommation de drogue a des conséquences psychologiques sur les riverains.

Brice Lauret vit rue de Valenciennes, derrière le parc Lebas, il est conseiller de quartier à Moulins. Il a vu le phénomène du crack prendre de l'ampleur. « *Entre ceux qui se piquent et ceux qui fument leur pipe (à crack), ils se cachent de moins en moins. Je les reconnais tout de suite maintenant.* »

« MENDICITÉ AGRESSIVE »

Le conseiller de quartier pointe deux problèmes majeurs pour les habitants, selon lui : « *Il y a une tendance à la mendicité agressive. Et 90 % du temps, ceux qui mentent, ce sont des toxicomanes qui ont besoin d'une dose. Ce ne sont pas des gens qui ont besoin de manger ou de boire. Moi je dis, si les gens veulent donner, qu'ils donnent à des associations, ou qu'ils donnent de la nourriture.* »

Et puis : « *Il y a une nuisance psychologique, dont personne ne parle. C'est la récurrence, dans un environnement, d'un phénomène : quand on a un riverain qui sort de chez lui et que, 365 jours par an, il est agressé verbalement ou tombe nez à nez avec des toxicomanes sur son pas-de-porte. Psychologiquement, ces habitants sont non seulement confrontés à un sentiment d'impuissance mais aussi à du stress, tous les jours. Je comprends la détresse des toxicomanes, mais il faut aussi comprendre celle des riverains.* » ■



Brice Lauret, conseiller de quartier à Moulins, à Lille.

« LA COCAÏNE VENDUE EN VRAC FAVORISE LA MENDICITÉ »

Les dealers se sont adaptés au pouvoir d'achat des consommateurs, transposant le principe du vrac. « *On est dans un système du "tu as combien sur toi ? Tu as cinq euros ? Je te sers pour 5 euros de produit"* », explique Karlheinz Cerny, de La Sauvegarde du Nord. « *La cocaïne, je l'achète pas au gramme, personne l'achète au gramme, témoigne un consommateur de*

crack et d'héroïne. *Tu demandes "un dix euros". Et avec la quantité qu'on te donne, tu peux te préparer un caillou (de crack).* »

« *Ça veut dire que les consommateurs peuvent faire la manche à la terrasse des cafés pendant une heure, récupérer huit euros et tout de suite acheter pour huit euros de produit.* » La vente en « vrac » est, selon un professionnel de la prévention aguerri, « *un système qui favorise la mendicité* ».

« **Je suis dans ma voiture et une « crackeuse » vient taper à la vitre. Elle m'a proposé une fellation pour dix euros. Comme ça. Je n'en revenais pas...** »

UN RIVERAIN

Un papa : « *Nos enfants, aucun enfant, ne devraient être exposés à ce genre de scène.* » Les usagers de drogue, que nous avons rencontrés sur les lieux, ignoraient l'existence même de l'école toute proche.

« *On vient là parce qu'on n'a nulle part où aller, parce qu'ici on se sent en sécurité* », s'excusait une fumeuse de crack. En empathie avec les usagers de drogue (« *ils me font mal au cœur* »), Joe Dabit préconise « *la mise en place d'unités mobiles, composées de médecins, d'éducateurs de rue, de policiers municipaux, de psychiatres... pour les aider* ».

En attendant, dans certains quartiers, le phénomène du crack alimente les conversations entre voisins. « *Tout le monde m'en parle. Tout le monde* », témoigne Nadira. ■

1. Europe Écologie-Les Verts.



« **Des toxicomanes se jettent sur l'argent quand les billets sortent et partent en courant. J'en ai vu qui volaient des cuisses de poulet dans l'assiette de mes clients.** »

NADIRA, RESTAURATRICE FACE AU PARC LEBAS, À LILLE

● La consommation de crack à Lille en 4 volets
Après notre premier volet sur « les consommateurs », paru lundi, celui d'hier « le constat », et celui d'aujourd'hui « le ras-le-bol des riverains », demain dernier volet : « la prévention et la salle de consommation à moindre risque, que les professionnels de la prévention et les élus lillois réclament depuis plusieurs années ».

INTERVIEWS, DÉCRYPTAGE...
DÉCOUVREZ LA VIDÉO DE NOTRE ENQUÊTE EN FLASHANT CE QR CODE.



SALLE DE CONSOMMATION À MOINDRE RISQUE À LILLE

Chronologie d'un fiasco (4/4)

Le crack, un stupéfiant dérivé de la cocaïne, est de plus en plus présent à Lille. Dans une enquête en quatre volets, *La Voix du Nord* dresse le portrait d'une ville, victime d'un « narcotourisme » à l'échelle de la région, où le nombre d'usagers de crack a explosé en cinq ans. Aujourd'hui, notre dernier volet.

PAR SAMI CHEBAH
schebah@lavoixdunord.fr



La première salle de consommation à moindre risque a ouvert en octobre 2016 dans le X^e arrondissement de Paris. PHOTO AFP

Depuis 2016, la loi permet, à titre expérimental, la création d'un lieu de consommation de drogue très encadré. Martine Aubry, maire de Lille, a très vite manifesté sa volonté d'ouvrir une salle à Lille. Elle l'inscrit dans son programme de campagne municipale, en 2020. Le dossier est monté dès l'automne 2020.

Olivier Véran accueille la candidature lilloise avec enthousiasme : « *Je me réjouis de la démarche que vous engagez, écrit le ministre des Solidarités et de la Santé, dans un courrier adressé, en juin 2021, à la maire de Lille. J'exprime une position de principe favorable et je m'engage formellement à autoriser le projet.* »

En septembre 2021, tout est prêt, « *l'équipe était en phase de recrutement* », témoigne une source. Le 29 septembre, la procureure de la République signe même la directive pénale qui établit une zone blanche autour de la future salle, périmètre dans lequel les usagers ne peuvent être interpellés pour possession de stupéfiant.

En octobre 2021, l'équipement doit ouvrir dans le quartier populaire du Faubourg-de-Béthune, boulevard de Metz, et s'appuyer sur le Centre d'addictologie du CHU. Un an plus tard, la SCMR lilloise n'a toujours pas vu le jour. Et aucun calendrier n'est programmé.

Le sort de la salle a été scellé, en coulisses. En juin 2021, Gérard Darmanin affirme son désaccord catégorique à la salle de consommation à moindre risque de Lille. La ville de Lille, qui apprend la nouvelle « *par la presse* », tombe des nues. Le ministre de l'Intérieur argue que le Faubourg-de-Béthune, choisi par la ville, est un quartier stratégique dans une opération de reconquête lancée quelques mois plus tôt.

LE CONFLIT VÉRAN-DARMANIN

D'après nos informations, un conflit entre Olivier Véran, alors ministre de la Santé, favorable aux SCMR, et Gérard Darmanin, alors farouchement opposé au principe même de salle, aurait condamné la salle lilloise. L'arbitrage de Jean Castex, Premier ministre de l'époque, aurait penché en faveur du ministre de l'Intérieur.

« *Alors même que les textes réglementaires et légaux ne prévoient pas l'avis du ministre de l'Intérieur* », s'insurge Arnaud Deslandes, adjoint au maire de Lille, pilote du projet à l'époque.

Fin octobre 2021, le refus du gouvernement, officiel cette fois, tombe, brutalement. Jean Castex ne s'oppose pas à une SCMR lilloise, mais retoque le choix du Faubourg-de-Béthune.

Martine Aubry fulmine. Elle croit à « un

gag » : pour la maire de Lille, on propose à la ville d'implanter la SCMR dans des lieux « *inadaptés* » voire encore inconstructibles : la friche Saint-Sauveur est citée par le Premier ministre.

« *Le gouvernement a même évoqué l'idée de l'implanter près de la maternité Jeanne-de-Flandres* », n'en revient toujours pas un proche du dossier.

Pour beaucoup, le refus n'est pas franc, il est politique, « *politicien* », accusera Martine Aubry, qui soupçonne Gérard Darmanin d'être le porte-parole d'un président de la République qui, en campagne pour la présidentielle à l'époque, aurait fait la cour « *aux électeurs de droite et d'extrême droite* ». Pour l'opposition lilloise, c'est la méthode Aubry qui a fait échouer le projet. « *Une salle de consommation est une nécessité, mais on ne l'implante pas sans prendre en compte le lieu, ni concerter* », at-

“ **Si on voulait faire une grande concertation publique, c'est typiquement le genre de sujet où personne ne sera d'accord. Parce que les riverains diront tous : jamais près de chez moi...** ”

taque l'opposition macroniste. « *Notre opposition n'était pas de principe, ni politique. Une salle de consommation, d'accord, mais pas ici, pas comme ça* », réagissait Walid Hanna, médecin emblématique du Faubourg-de-Béthune, et ancien adjoint de Martine Aubry.

PAS COMPLÈTEMENT ENTERRÉ

« *Toutes ces critiques sont là pour masquer l'ineptie de ce refus, rétorque Arnaud Deslandes. De toute façon, si on voulait faire une grande concertation publique, c'est typiquement le genre de sujet où personne ne sera d'accord. Parce que les riverains diront tous : jamais près de chez moi... Le plus important pour nous a toujours été : l'avis des professionnels et les critères comme l'accessibilité ou une cour intérieure qui évite les files d'attente dans l'espace public.* »

Le projet de salle de consommation à moindre risque lilloise n'est pas enterré. Dans un courrier en date du 7 novembre dernier, adressé à Elisabeth Borne, Martine Aubry relance le processus : « *Je souhaite que les raisons politiques qui ont bloqué notre dossier lillois s'effacent.* »

La maire de Lille invite la Première ministre à procéder à « *un nouvel examen du dossier lillois, au nom de la santé publique et de la lutte contre la drogue.* »

Nous suivrons cette affaire. ■

Un ancien patron de la police du Nord : « On ne parlait pas de **crack** comme on en parle aujourd'hui »

Patron de la police du Nord de janvier 2008 à fin 2011, Jean-Claude Menault est aujourd'hui l'adjoint à la sécurité de la ville de Lille. Il porte un double regard sur le phénomène du crack.

– Vous avez été chef de la police du Nord, de janvier 2008 à fin 2011. À cette époque, parlait-on du crack ?

« C'était un sujet pratiquement inexistant. Il y avait le trafic de cocaïne et d'héroïne, et surtout du cannabis, mais on ne parlait pas de crack comme on en parle aujourd'hui. C'est un phénomène récent. »

– Certains acteurs de la prévention ou éducateurs de rue estiment que la ville de Lille est « dans le déni » par rapport à la consommation de crack à Lille. Êtes-vous dans le déni ?

« Nous ne sommes pas dans le déni. On se fie aux analyses faites par la police nationale, qui ne nous a jamais dit attention, danger, le crack se répand à une vitesse vertigineuse !



Quand la police procède à des interpellations de polytoxicomanes, ils ne font jamais la distinction entre un "crackeux" ou un héroïnoman par exemple. Ils interpellent un consommateur ; en réalité, ils font surtout la chasse aux dealers. Il n'y a que les CAARUD qui peuvent nous dire, en fonction du nombre de pipes à crack distribuées, s'il y a une augmentation de la consommation de crack. Il n'y a pas de trafics, il y a des consommateurs qui fabriquent le crack eux-mêmes : c'est la réalité. Dire qu'il y a une explosion, non. Mais c'est difficile d'analyser puisque c'est un phénomène récent. »

– Quelles sont les dernières nouvelles concernant la salle de consommation à moindre risque ?

« Pour l'instant, je n'ai pas de nouvelles particulières. On n'a pas abandonné l'idée, la maire de Lille va relancer le dossier auprès du ministre de la Santé, parce que c'est un problème de santé publique. On verra quelle sera la position du ministre de l'Intérieur cette fois-ci... »

– Quels sont, selon vous, les moyens qui permettraient de juguler l'augmentation de la consommation de crack ?

« J'ai été policier pendant quarante ans. Il y a toujours plus de saisies de cocaïne, et la police fait toujours plus d'arrestations. Pourtant, la situation ne fait que

s'aggraver. Ce qui veut dire que ce qu'on met en place au niveau de la répression ne suffit pas. Il ne faut pas fermer les yeux sur la partie prévention, qui me paraît utile. C'est notre rôle.

Nous allons revenir sur le dossier de la salle de consommation à moindre risque, qui est d'autant plus important qu'on constate que les usagers de crack consomment sur le lieu même des transactions, ce qui n'était pas le cas auparavant. »

– Quelles sont les dernières nouvelles concernant la salle de consommation à moindre risque ?

« Pour l'instant, je n'ai pas de nouvelles particulières. On n'a pas abandonné l'idée, la maire de Lille va relancer le dossier auprès du ministre de la Santé, parce que c'est un problème de santé publique. On verra quelle sera la position du ministre de l'Intérieur cette fois-ci... »

– Vous allez donc relancer une demande ?

« Certainement. »

– Ce n'est pas sûr ?

« Si, si. C'est Martine Aubry qui décide, mais je peux vous dire qu'on va le relancer, oui. » ■

Quelques semaines après cette interview, Martine Aubry relançait le dossier auprès de la Première ministre.

LA PACIFICATION DE L'ESPACE PUBLIC

Depuis 2016, la loi permet, à titre expérimental, la création d'un lieu de consommation de drogue très encadré. Ce qu'on appelle une salle de consommation à moindre risque (SCMR). Il en existe deux, l'une à Strasbourg, l'autre à Paris. Une salle de consommation ne fournit aucun stupéfiant. Elle permet aux usagers de consommer dans de bonnes conditions sanitaires, de pouvoir rencontrer des professionnels de santé, de trouver, peut-être, le chemin du sevrage.

Pour les observateurs, acteurs de la prévention comme élus, Lille a besoin d'une SCMR. « À Lille, les riverains sont embêtés par les usagers, les usagers ne savent pas où consommer, conséquence, ils consomment là où ils peuvent et gênent les riverains », résume Brandon Dutilleul, coordinateur Hauts-de-France du dispositif TREND. « Il faut arrêter d'opposer la santé et la sécurité, elles ne s'opposent pas, explique un acteur de la prévention qui veut rester anonyme. La sécurité ce n'est pas la répression. La sécurité, c'est la sécurité de tous, y compris des plus fragiles, y compris des toxicomanes. Le deuxième effet, c'est la pacification de l'espace public. »

La salle doit limiter les scènes de consommation dans la rue. Des voix se sont élevées contre cette salle lilloise. Celle de Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur (lire page de gauche) est celle qui a le plus pesé.

Un rapport récent de l'INSERM sur les deux salles de consommation françaises tire un bilan positif de ce dispositif. En juin 2021, en complément de ce document, la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale a confié à Caroline Janvier, députée du Loiret (LREM), et à Stéphane Viry, député des Vosges (LR), une mission sur ces deux SCMR françaises.

Dans leur rapport, les deux députés ont plaidé pour la pérennisation du dispositif qu'ils jugent « utile et efficace ». Les deux rapporteurs concluent que « le choix du lieu d'implantation d'une salle est primordial ».

À Lille ou ailleurs, combien de riverains sont prêts à accepter une salle et ses usagers comme voisins ?

Les CAARUD, refuges pour les usagers de drogue



Ellipse, de l'association La Sauvegarde du Nord, est l'un des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue de Lille.

Nous avons poussé la porte de l'accueil de jour Ellipse, de l'association La Sauvegarde du Nord. Comme celui de Spiritek, de l'ABEJ solidarité, ou encore celui de CedrAgir, c'est l'un des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue de Lille (CAARUD). Un lieu d'accueil, d'aide et d'écoute.

C'est une entrée discrète, à deux pas de l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul, un îlot de paix pour les usagers. Ici, au point d'accueil de jour Ellipse, dans l'un des CAARUD de Lille, géré celui-ci par l'association La Sauvegarde du Nord, le maître-mot, c'est l'anonymat. « Quand ils s'inscrivent, les usagers nous donnent un surnom », explique le docteur du site. En ce début d'après-midi, c'est Nordine dit « Nono59 » de Ronchin, un quinquagénaire dans la drogue depuis trente ans, qui remplit le registre.

Il récupérera de quoi consommer dans de bonnes conditions sanitaires : seringue neuve, pipe à

crack, et produits de désinfection.

Ici, comme dans tous les CAARUD de la ville, la consommation de drogue est strictement interdite.

Dans les canapés, on croise David, de Carvin, venu souffler un peu, papoter de tout et de rien, pendant qu'un autre usager s'entretient avec une infirmière.

ICI, ON REPREND DES FORCES, ON EXISTE

La patience et l'écoute, celle qui ne juge pas, voilà sans doute les deux qualités qui marquent, quand on passe un peu de temps avec les professionnels du CAARUD de La Sauvegarde du Nord. Ici, les destins chahutés, violents, viennent marquer une pause avant d'affronter à nouveau l'âpreté de la rue.

On prend une douche, on envisage, un jour, peut-être, des soins de sevrage sans qu'ils ne soient imposés, on reprend des forces, on panse ses plaies comme on peut. On existe. ■

INTERVIEWS, DÉCRYPTAGE...
DÉCOUVREZ LA VIDÉO DE NOTRE
ENQUÊTE EN FLASHANT CE QR CODE.

